

MAURITANIE (Catégorie 3)

La Mauritanie est un pays d'origine, de transit et de destination d'hommes, de femmes et d'enfants soumis aux conditions de travail forcé et de la traite sexuelle. Des hommes, des femmes et des enfants originaires de castes traditionnellement esclaves sont assujettis à des pratiques liées à l'esclavage et fondées sur les relations ancestrales maître-esclave. Il n'existe pas de données fiables sur le nombre total d'esclaves mais, selon les estimations d'une ONG mauritanienne respectée, l'esclavage toucherait jusqu'à 20 % de la population, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Tenus en esclavage par des générations de familles esclavagistes, ils sont forcés à travailler, sans rémunération, comme gardiens de troupeaux et domestiques. Des garçons originaires de la Mauritanie ou d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, connus sous le nom de talibés, qui sont recrutés pour étudier dans les écoles coraniques sont, à terme, assujettis à la mendicité forcée par certains maîtres religieux dits marabouts. Des fillettes mauritaniennes, aussi bien que des fillettes du Mali, du Sénégal, de la Gambie, et d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, sont soumises de force à la servitude domestique. Femmes et filles mauritaniennes sont forcées à se prostituer dans le pays ou sont transportées dans des pays du Moyen-Orient pour le même objectif, et des hommes du Moyen-Orient se servaient de contrats légaux de « mariage provisoire » pour exploiter sexuellement des femmes et des jeunes filles en Mauritanie.

L'État mauritanien ne se conforme pas intégralement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes et n'entreprend pas d'effort significatif à cet effet. L'État reconnaît que certaines formes de la traite des personnes posent problème dans le pays et, au cours de l'année, il a établi un organe à plusieurs parties prenantes pour piloter ses efforts de répression de la traite des enfants, du trafic clandestin des mineurs et du travail des enfants. L'esclavage héréditaire a été officiellement prohibé en 2007, mais un grand nombre de responsables n'admettent pas que la pratique existe toujours malgré l'interdiction et invoquent, en revanche, la formule « séquelles de l'esclavage » pour traiter du problème. Il n'y a pas eu de précédent juridique qui ait prouvé, en justice, une accusation d'esclavage ; les représentants de la société civile estiment que la loi sur l'esclavage n'est pas appliquée dans la pratique. Au cours de l'année, toutefois, suite à une forte pression de la part des groupes de la société civile et à une violente manifestation, l'État a arrêté une propriétaire présumée d'esclave et l'a condamnée pour l'infraction séparée d'exploitation d'enfant, ce qui signale, selon les estimations de certains observateurs, une nouvelle volonté, certes ténue, de sanctionner les auteurs de traite des personnes en invoquant d'autres législations criminelles. L'auteur des faits a passé 12 jours en prison avant que l'appel interjeté ne débouche sur son acquittement alors qu'un militant anti-esclavagiste a passé un mois en prison pour son rôle dans les événements avant de bénéficier d'une grâce présidentielle ; les pouvoirs publics n'ont pris aucune mesure proactive pour identifier les victimes de la traite ou leur fournir des services de protection. Ils ont en outre continué d'emprisonner des personnes en situation de prostitution et de détenir des migrants clandestins sans vérifier s'il s'agissait, dans l'un ou l'autre cas, de victimes de la traite de personnes.

Recommandations à l'intention de la Mauritanie : Intensifier les efforts d'enquêtes et de poursuites judiciaires liées à la traite des personnes, y compris l'esclavage traditionnel, ainsi que les efforts pour condamner et sanctionner les contrevenants conformément à la loi de 2003 de lutte contre la traite des personnes ; veiller à ce que les mesures visant à tenir pénalement responsables les parents qui contribuent à éloigner leurs enfants du foyer s'accompagnent de poursuites et de condamnations des auteurs de traite qui soumettent, de force, les enfants à la servitude ; former les agents des services de l'ordre pour qu'ils puissent identifier les victimes de la traite parmi les populations vulnérables, dont les prostituées et les esclaves traditionnels et les orienter vers des services de protection ; envisager l'amendement de la loi 2007-048 qui interdit l'esclavage pour permettre aux organisations de la société civile de porter plainte au nom des esclaves, donner un appui et permettre l'accès des victimes de la traite à l'assistance juridique ; augmenter les efforts de coordination avec les ONG dans le but d'organiser des services de protection pour les victimes de la traite ; officialiser la structure du groupe composé de plusieurs parties prenantes (TTTE) pour qu'il puisse coordonner les efforts anti-traite liés aux enfants ; élaborer, avec l'aide des représentants de la société civile, un plan pour apporter des ressources économiques (financières ou foncières) dans le but d'autonomiser les membres des castes traditionnellement esclaves afin qu'ils puissent vivre de manière indépendante ; et redoubler les efforts de sensibilisation du public par rapport à la traite des personnes et à la servitude héréditaire traditionnelle.

Poursuites judiciaires

L'État a affiché de modestes progrès en matière de répression de la traite des personnes au cours de l'année couverte par le rapport. Toute forme de traite, à l'exception de l'esclavage héréditaire, est interdite par la loi mauritanienne de 2003 de lutte contre la traite des personnes, qui prescrit des peines de cinq à 10 ans de

prison ; ces sanctions sont suffisamment sévères et dépassent celles prévues pour le viol. L'esclavage est interdit par la loi 2007-048, promulguée en septembre 2007. Cette loi définit l'esclavage et prévoit une peine suffisamment sévère de cinq à 10 ans de prison. Cependant, l'efficacité de cette loi bute sur son exigence que les esclaves portent plainte pour qu'une poursuite soit engagée et également sur l'interdiction de plaintes déposées par les ONG au nom des esclaves. Beaucoup d'esclaves sont analphabètes et ne peuvent pas remplir les formulaires requis pour déposer une plainte.

L'État n'a apporté aucun soutien aux programmes visant à aider les victimes à porter plainte pour esclavage. En décembre 2010, les pouvoirs publics ont lancé une enquête relative à une affaire d'esclavage présumé dans lequel une femme à Nouakchott, fonctionnaire d'un organe important de l'État, était accusée d'avoir tenu deux enfants esclaves en servitude domestique. Cette arrestation a eu lieu suite à une forte pression de la part de groupes de la société civile et à une violente manifestation qui a mené à l'arrestation d'un éminent militant anti-esclavagiste accusé de trouble à l'ordre public, de coups et blessures sur la police et d'administration d'une organisation non-autorisée. Le militant a été gracié après avoir purgé un mois d'une peine de six mois de prison. L'État a poursuivi l'esclavagiste présumée pour le délit moins grave d'exploitation d'enfants et en janvier 2011, elle a été reconnue coupable et condamnée à six mois de prison. Cependant, à cause d'un vice de forme dont l'origine reste inconnue, le document requis pour l'emprisonner, un mandat de dépôt, n'avait pas été signé et elle n'a pas été directement envoyée en prison. Les pouvoirs publics ont réussi, suite à un premier appel, à faire signer le mandat de dépôt et la contrevenante a passé 12 jours de prison avant d'être libérée. En mars 2011, elle a été acquittée par la cour d'appel de Nouakchott. Les ONG signalent que cette affaire était la première où un esclavagiste présumé était poursuivi et condamné pour exploitation par une juridiction. En outre, le gouvernement a obtenu la condamnation de deux femmes, mères des deux victimes, qui avaient reçu des paiements en échange de l'asservissement de leurs filles en tant que domestiques ; elles ont toutes deux reçu une peine de six mois de prison avec sursis. Les pouvoirs publics n'ont mené aucune autre enquête ou poursuite judiciaire en la matière pendant la période couverte par le rapport et les ONG signalent que les victimes d'esclavage ont souvent fait l'objet de pressions pour qu'elles retirent leurs plaintes. Aucune preuve n'indique une complicité de la part des autorités en matière de traite des personnes, même si les représentants de la société civile font valoir que l'inattention de la justice par rapport aux dossiers d'esclavage constitue une complicité tacite. Aucune enquête n'a été menée et aucune sanction administrative n'a été prise à l'encontre d'un quelconque agent de l'État accusé de complicité dans la traite des personnes. L'État n'a assuré aucune formation spécialisée aux agents des forces de l'ordre et d'immigration sur les méthodes d'identification des victimes de la traite.

Protection

L'État mauritanien a affiché des efforts négligeables en matière de protection des victimes de la traite des personnes, notamment d'esclavage traditionnel. Il continuait d'administrer deux Centres nationaux de la protection et de l'intégration sociale de l'enfant qui ont, dans les années précédentes, fourni des services aux victimes de la traite, mais on ignore si quelqu'un a été effectivement pris en charge par ces centres d'hébergement pendant la période couverte par le rapport. Les services aux victimes, s'il en existait, étaient assurés par des ONG et l'État n'a joué aucun rôle de coordination de ces efforts. Une ONG a indiqué avoir recensé, au cours de l'année, 77 victimes d'esclavage traditionnel et 277 autres victimes de la traite. L'État n'a pas eu recours à un processus d'orientation des victimes de la traite identifiées sur des institutions assurant une prise en charge à court ou long terme. L'État n'a pas non plus pris de mesures pour identifier les victimes de la traite au sein des populations vulnérables ; les migrants clandestins étaient détenus et transférés au Centre de détention des migrants à Nouadhibou jusqu'à leur expulsion du pays, et les femmes suspectées de prostitution étaient souvent emprisonnées sans que, dans les deux cas, l'État ne fasse aucune tentative pour identifier les victimes de la traite. L'État n'a pas encouragé les victimes à contribuer à l'instruction et à la poursuite de dossiers liés à la traite des personnes et il n'y a pas eu de cas de victimes ayant intenté des procès au civil contre des auteurs de la traite.

Prévention

L'État mauritanien a, au cours de l'année, entrepris des efforts limités pour sensibiliser le public sur la traite des personnes. Il a pris des mesures pour coordonner la lutte contre la traite des personnes en créant un groupe à plusieurs parties prenantes, composé de représentants des pouvoirs publics, d'ONG et d'organisations internationales afin de piloter les efforts des pouvoirs publics liés à la répression de la traite des enfants, du trafic d'enfants migrants et du travail des enfants. Le groupe a, semble-t-il, tenu des réunions informelles au cours de l'année et élaboré un document pour officialiser sa structure. En 2010, l'État, de concert avec la société civile, a

mené une campagne, par l'intermédiaire de la télévision, de la radio et de la presse écrite, pour sensibiliser le public en ce qui concerne les droits de l'homme et la loi anti-esclavage. L'État a ré-autorisé 3,4 millions de dollars É.-U. pour le Programme d'éradication des séquelles de l'esclavage sans pour autant définir clairement comment ces fonds seront alloués ou s'ils peuvent appuyer les poursuites judiciaires ou la protection des victimes, plutôt que des programmes généraux de lutte contre la pauvreté. L'État n'a pas rendu public le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes dont il avait commencé l'ébauche en collaboration avec une organisation internationale au cours de l'année couverte par le rapport précédent. L'État n'a fait aucun effort pour réduire la demande en travail forcé ou acte sexuel commercial.